



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

49700
Distr.
LIMITÉE

E/CN.14/AMA/34
27 avril 1971

Original : FRANCAIS

DEUXIEME REUNION ORDINAIRE DE L'ASSOCIATION
DES BANQUES CENTRALES AFRICAINES

Rabat, 13 - 17 septembre 1971

CREATION D'UNE CAISSE COMMUNE POUR L'ASSOCIATION ET D'UNE
CAISSE SPECIALE POUR CHACUN DE SES COMITES SOUS-REGIONAUX

1. Les statuts de l'Association n'ont pas prévu la constitution préalable d'une trésorerie permettant de faire face aux dépenses correspondant aux différentes activités de l'Association. Ils ont toutefois prévu que :

- a) Les dépenses afférentes au fonctionnement du secrétariat et des autres organes de l'Association sont partagées selon une formule fixée d'un commun accord (article 5, paragraphe 9);
- b) Les dépenses afférentes à l'organisation des réunions de l'Association, du Comité exécutif et de tous autres comités de l'Association sont partagées également entre les membres (article 6, paragraphe 9);
- c) Les dépenses afférentes à l'organisation des réunions des comités sous-régionaux ou de leurs organes subsidiaires sont partagées selon une formule fixée d'un commun accord par les membres intéressés (article 6, paragraphe 10).

2. Ces textes impliquent que l'Association ou ses organes procèdent à la répartition des dépenses prévues ou déjà effectuées selon l'une ou l'autre formule. Dans la pratique, on a constaté qu'il était toujours souhaitable d'avoir une provision constituée en prévision des dépenses liées aux activités de l'Association et de ses organes.

3. L'activité de l'Association exercée au cours de la période écoulée permet d'avoir une idée approximative de certaines dépenses qui doivent être assumées. L'organisation d'une réunion ordinaire de l'Association exige 10 000 à 12 000 dollars des Etats-Unis pour les dépenses des spécialistes et du personnel de secrétariat sans compter les multiples charges financières assumées par la banque centrale du pays d'accueil. L'organisation d'un stage bilingue de formation d'une durée de cinq à six semaines exige 25 000 à 30 000 dollars des Etats-Unis pour les mêmes dépenses en sus des frais considérables assumés localement par la banque centrale du pays d'accueil. Une réunion bilingue d'un comité sous-régional exige un minimum de 5 000 dollars des Etats-Unis pour les dépenses de secrétariat.

E71-1334

4. Dès lors, il sera utile et pratique de prévoir la constitution préalable d'une trésorerie spéciale pour faire face à certaines dépenses afférentes aux activités de l'Association et une autre trésorerie pour couvrir une partie des dépenses des comités sous-régionaux. L'une et l'autre proviennent des cotisations des membres. Aux termes de l'article 6, paragraphe 6 des statuts de l'Association, ces trésoreries peuvent être établies par décisions prises à l'unanimité par le Conseil des gouverneurs, d'une part, et par le Comité sous-régional, d'autre part.

5. En ce qui concerne la caisse commune de l'Association, la décision du Conseil des gouverneurs portera sur les points suivants :

- a) Nonobstant l'article 5, paragraphe 9, l'article 6, paragraphes 9 et 10 des statuts de l'Association, l'Association constitue une caisse commune alimentée par une cotisation annuelle de ses membres.
- b) Le montant de la cotisation annuelle est fixé à 1 000 dollars des Etats-Unis par banque ou institution membre. Il sera révisé au besoin au cours des réunions de l'Association.
- c) La cotisation de chaque année sera versée, au plus tard, au cours du dernier trimestre de l'année qui la précède. Le premier versement sera effectué au cours du dernier trimestre de 1971 au titre de la cotisation de l'année 1972.
- d) Les fonds disponibles dans la caisse commune contribueront aux dépenses nécessitées par l'organisation des réunions de l'Association, du comité exécutif et de tous autres comités de l'Association ainsi que par l'organisation des cours de formation de l'Association. Au cas où les fonds disponibles ne seraient pas suffisants pour couvrir les dépenses prévues ou encourues, le solde à couvrir serait partagé également entre les membres.
- e) Le Conseil des gouverneurs désigne parmi les autres domaines d'activité de l'Association ceux qui peuvent bénéficier éventuellement des fonds disponibles dans la caisse commune de l'Association. Dans tous les cas, les fonds de la caisse commune ne couvrent pas les frais de voyage et de séjour des membres de l'Association.
- f) Le compte de la caisse commune sera tenu par la Banque centrale du Président de l'Association. Le Président est l'administrateur et le trésorier payeur général du compte. Il présente aux réunions de l'Association un relevé sur son mouvement et sa situation.

6. Le problème de la création de caisses spéciales pour les comités sous-régionaux de l'Association sera examiné soit pendant la réunion plénière de l'Association, soit à la première réunion des dits comités. Ceux-ci peuvent s'inspirer des conditions adoptées pour la création de la caisse commune de l'Association

- - - - -